

Le PCF capitule devant Mitterrand / OTAN

Nous, trotskystes, défendons l'URSS

30 juin — Dans la nuit du 23 juin, les négociations spectaculaires de dernière minute entre le PS et le PCF ont abouti à un "accord de gouvernement" qui permet au PCF d'occuper quatre strapontins dans le gouvernement Mitterrand. L'"accord de gouvernement" et l'arrivée des ministres communistes constituent assurément un "événement historique": le PCF a laissé tomber tout semblant de défense de l'URSS contre l'offensive de guerre froide de l'impérialisme occidental. De la part de Marchais et Cie, cet accord représente une capitulation de taille devant les positions antisoviétiques du PS:

- Le PCF reprend maintenant à son compte la prise de position pro-OTAN de Mitterrand pour un "équilibre" nucléaire, et met ainsi sur le même plan les Pershing de l'OTAN impérialiste et les SS-20 du pacte de Varsovie, nécessaires à la défense des Etats ouvriers dégénéré/déformés.
- Il prend carrément position pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, où elles affrontent les forces de la réaction islamique soutenues par la CIA.
- Il joint sa voix au chœur de l'OTAN sur la Pologne. Pour couronner le tout, il s'engage en fait à empêcher les grèves dans les entreprises au nom de la "solidarité gouvernementale".

Le lendemain du jour où les ministres communistes prêtaient allégeance au gouvernement Mitterrand, la Ligue trotskyste de France organisait à Paris un piquet devant la Bourse du Travail protestant — seule en France — contre un meeting anticommuniste et antisoviétique sur l'Afghanistan et protestant contre l'abandon par le PCF de tout semblant de défensisme soviétique. Le meeting, soutenu par le PS, la CFDT, l'UNEF-ID dominée par l'OCI et d'autres, appelait au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et au soutien aux réactionnaires afghans. Le piquet souleva les mots d'ordre "Armée rouge en Afghanistan, victoire!", "Nous, trotskystes, défendons l'URSS", "Ministres communistes dans le front populaire de l'OTAN: trahison!", "Militants du PCF, rejetez l'abandon de l'URSS!", attirant particulièrement l'attention, y compris de bureaucrates de la CGT qui sortaient de la Bourse du Travail.

Voici huit mois, la direction du PCF faisait remarquer qu'à chaque fois que le PCF avait soutenu un front populaire — en 36, 44 et 72 —, c'était la bourgeoisie qui avait gagné: "Trois fois ça suffit!". Non, c'est trois fois de trop, et maintenant ils récidivent! Mais nous ne sommes plus en 1936 ou en 1944, où le PCF avait "simplement" à garantir la liquidation des luttes et des revendications ouvrières — "il faut savoir terminer une grève" et "la grève, c'est l'arme des trusts" — aujourd'hui la situation est différente. Le PCF s'est aligné explicitement, en échange de ministères de deuxième zone, sur les champions de la guerre froide de l'OTAN contre l'Union soviétique, et ce précisément dans cette période de renouveau de l'antisoviétisme, au moment où Reagan veut donner une "leçon sanglante" à Cuba et à l'URSS en massacrant les ouvriers et les paysans salvadoriens, au moment où l'impérialisme US se prépare à armer la bureaucratie féroce antisoviétique de Pékin! Si des militants du PCF, écoeurés par les mensonges de Marchais et écoeurés de voir le PCF à plat ventre de-



25 juin, piquet de la LTF protestant contre le meeting antisoviétique sur l'Afghanistan et protestant contre l'entrée des ministres PCF dans le gouvernement pro-OTAN de Mitterrand

vant la campagne de guerre froide de Reagan, déchiraient leurs cartes du Parti, comme beaucoup l'ont fait après Mai 68, cela serait un pas en avant.

Comment en est-on arrivé là?

Il ne suffit pas de haïr les traîtres sociaux-démocrates et eurocommunistes et de vouloir défendre l'URSS contre l'impérialisme. Il faut savoir comment le faire, et pour cela comprendre ce qui s'est passé.

En octobre dernier, le PCF chantait une autre chanson. Il refusait tout soutien à Mitterrand, le partisan de l'OTAN. Il dénonçait les tentatives du PS de rechercher un bloc avec les gaullistes, et reconnaissait même en paroles qu'à chaque fois que le PCF avait participé à un front populaire, la bourgeoisie avait gagné et le mouvement ouvrier avait perdu.

C'est pour cette raison que la Ligue trotskyste de France avait projeté de donner un soutien critique électoral au bureaucrate stalinien Marchais si le PCF continuait sur cette voie. Nous cherchions une occasion de voter pour un parti ouvrier qui n'était pas en bloc avec des forces bourgeoises et qui, au milieu de l'hystérie antisoviétique de la bourgeoisie, soutenait l'intervention soviétique en Afghanistan et s'opposait aux missiles Pershing. En même temps, nous n'avons jamais eu d'illusions sur l'alignement éventuel du PCF, notoirement chauvin, lors d'un conflit décisif entre sa "propre" bourgeoisie impérialiste et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Le soutien de longue

date de Marchais à la force de frappe, une politique qui remonte au vote historique en faveur du budget militaire du gouvernement Laval en 1935, définit le PCF stalinien comme des alliés ouvriers du militarisme impérialiste français.

La rhétorique de gauche initiale du PCF soulève des questions intéressantes pour les militants du PCF: "Si notre parti a fait de graves erreurs en 36, 44 et 72 en s'alliant avec les sociaux-démocrates et des forces bourgeoises, cela ne signifie-t-il pas que nous devrions refuser par principe le front populaire?" Est-ce que le front populaire ne démobilise et ne désarme pas les travailleurs (afin de préserver l'alliance avec les partenaires bourgeois) en échange d'illusoire promesses de réforme sociale? Est-ce que les fronts populaires au pouvoir ne finissent pas par ouvrir la porte à la réaction (Franco, Pétain, Pinochet)?

La direction du PCF a bien sûr soigneusement évité ces questions, parce qu'elles évoquent le spectre du trotskysme. Car si on fait le premier pas en disant A, ne faudrait-il pas continuer et dire B? Et il n'y a que les trotskystes qui aient dénoncé avec netteté et de façon conséquente les conséquences désastreuses du front populaire pour la classe ouvrière! Nous cherchions, en donnant un soutien électoral sauvagement critique à Marchais si le PCF maintenait ses positions du début, à montrer aux militants du PCF que ces questions — l'indépendance de classe, le front populaire, la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et les forces cherchant la res-

tauration du capitalisme — conduisent logiquement à un programme révolutionnaire conséquent, le programme du trotskysme.

Vitry : retournez les bulldozers contre la bourgeoisie !

L'attaque raciste contre des travailleurs immigrés à Vitry a montré que la direction du PCF n'avait aucun intérêt à mener une campagne, même partielle et déformée, d'indépendance de classe contre la bourgeoisie. Vitry n'était pas *uniquement* une dégoûtante manifestation de racisme (comme voudraient nous le faire croire les libéraux et les Ellenstein); cela a effectivement saboté les luttes des travailleurs en dressant les ouvriers français et immigrés les uns contre les autres. C'était là le point central pour nous, révolutionnaires prolétariens : la campagne chauvine du PCF, concrétisée par l'atrocité de Vitry, a porté un coup réel aux actions communes des ouvriers français et immigrés, dans des usines comme Renault et autres.

On ne pouvait pas voter pour la campagne chauvine lancée après Vitry et pour l'indépendance de classe en même temps

Cette campagne a montré que Marchais était prêt à tout faire pour prouver sa loyauté à la bourgeoisie. *Vitry était en fait un prélude à l'entrée des ministres communistes dans le front populaire de l'OTAN conduit par Mitterrand.* De plus en plus la seule expression politique claire de la campagne du PCF est devenue le chauvinisme "tous azimuts" (hostilité aux ouvriers immigrés, la propagande en faveur de "produisons français", la campagne contre l'acier allemand), rendant ainsi impossible de voter Marchais pour tout militant ouvrier qui se respecte, et encore moins pour un révolutionnaire. Il était bien sûr dès le départ impossible de voter pour Mitterrand, pour son programme d'antisoviétisme et d'alliance avec la bourgeoisie, y compris avec les gaullistes.

Même après Vitry, certains militants du PCF, en particulier autour du groupe *Le Communiste*, voulaient voter uniquement pour Marchais, pour l'indépendance de classe et contre Mitterrand; on peut facilement comprendre le désir de voter contre Mitterrand et pour la défense de l'Union soviétique face à l'impérialisme : le problème est qu'on ne pouvait pas voter en même temps pour la campagne chauvine lancée après Vitry et pour l'indépendance de classe ! Vitry est en contradiction avec tout ce pour quoi se battent les communistes. Notre changement de position après Vitry décollait des mêmes principes que notre intention, dans un premier temps, de voter Marchais, et notre refus de la collaboration de classe sous toutes ses formes. Si Marchais avait alors fait de la question russe l'axe de la campagne du PCF (peut-être sous la pression du général américain Haig), il aurait peut-être encore été possible de voter avec les ouvriers communistes contre le champion de la guerre froide Mitterrand; mais c'est le chauvinisme dégueulasse de Marchais qui est devenu l'axe de sa campagne.

Les militants du PCF qui voulaient voter pour Marchais seulement doivent se poser cette question : et Vitry ? Quiconque a rejoint le PCF parce qu'il soutenait la Révolution russe de 1917 et parce qu'il voulait continuer le travail commencé par le parti de Lénine et de Trotsky, sera à juste titre scandalisé par des ministres "communistes" (lire garçons de courses pour Mitterrand). Mais cette capitulation, cette trahison répugnante, n'est ni nouvelle, ni qualitative. Les militants communistes qui sont attirés par le groupe *Le Communiste* et qui pensent que la direction du PCF n'est plus seulement opportuniste, mais est devenue réformiste, qui pensent même — hérésie trotskyste ! — qu'il est temps de se battre pour un nouveau parti, doivent se poser un certain nombre de questions.

Les fronts populaires du passé coïncidaient avec l'époque où la bourgeoisie française avait besoin d'une alliance avec la bureaucratie soviétique, ce qui faisait que le PCF n'avait pas à choisir entre la loyauté à sa "propre" bourgeoisie — par front populaire interposé — et l'Union soviétique. Est-ce que le soutien du PCF aux massacres de Sétif et de Madagascar après la "libération" valait mieux que Vitry ? Est-ce que le soutien du PCF à l'envoi de troupes françaises au Vietnam valait mieux que son soutien actuel à l'OTAN et à la force de frappe ? Marchais a eu beau se prononcer pour un "bon" front populaire au dernier comité central, il n'en reste pas moins que dans tout front populaire, le perdant, c'est la classe ouvrière.

Non, camarades, la trahison décisive du PCF remonte beaucoup plus loin ; elle remonte aux facteurs qui sont derrière le soutien du PCF au premier front populaire de 1936. La trahison décisive des partis staliniens remonte à 1933, quand le PC alle-

mand, avec l'aval de l'Internationale communiste sous Staline, a pris la ligne "après Hitler, nous" permettant ainsi à Hitler de prendre le pouvoir sans que le PC le plus puissant d'Europe ne lève le petit doigt. Le pacte Laval-Staline (acceptation de la "défense nationale" en France) a consolidé cette trahison pour le PCF, levant ainsi les derniers obstacles pour que le PCF soutienne sa "propre" bourgeoisie au moment du front populaire : depuis lors la politique du PCF reste fondamentalement la même. Ce qui est en cause, ce ne sont pas les pitreries répugnantes de Marchais aujourd'hui, sa volonté de soutenir la contre-révolution appuyée par l'impérialisme en Afghanistan et l'introduction de missiles nucléaires américains en Europe en échange d'un strapontin à côté de Dreyfus, ce qui est en cause c'est le stalinisme.

Notre opposition au stalinisme n'a rien à voir avec celle des eurocommunistes pleurnichards comme Ellenstein ou Fiszbin. En fait, après avoir vigoureusement dénoncé ces traîtres comme des laquais de la collaboration de classe social-démocrate, la direction du PCF a... adopté leur programme ! Ils refusent de soutenir l'Armée rouge en lutte contre les réactionnaires afghans barbares qui veulent emprisonner les femmes sous le voile, tuer les enseignants et écorcher vifs les prisonniers russes — tout cela sans doute au nom des "droits de l'homme" ! Ils abandonnent Moscou et Léninegrad aux rêves impérialistes d'incinération nucléaire. Ils accordent un soutien voilé pour les Jean-Paul II et Walesa. Pas étonnant que Fiszbin réclame sans attendre une conférence du parti : en dépit de toutes ses plectriques contre les eurocommunistes au dernier comité central, c'est leur ligne que Marchais est en train d'appliquer !

Cela fait longtemps que la direction du PCF est partagée entre sa loyauté envers le Kremlin et son désir de s'allier avec la bourgeoisie "progressiste" dans un front populaire au nom du "socialisme aux couleurs de la France". Les eurocommunistes ont résolu ce dilemme en cherchant simplement une alliance avec la bourgeoisie et ses laquais sociaux-démocrates. Aujourd'hui, ils indiquent à la direction du PCF la route à suivre. Où s'arrêteront Marchais, Fiterman et Cie ?

Pour une opposition révolutionnaire au front populaire !

Le gouvernement Mitterrand n'a pas seulement promis plus de missiles nucléaires, il a aussi promis l'austérité capitaliste. Et les ministres communistes vont avoir plus que leur lot de sale boulot à faire. Dans la mesure où les postes qu'ils occupent ne sont pas ridiculement mineurs, ils sont dangereux. Fiterman va briser les grèves à la SNCF et la RATP, et il veillera à ce que les munitions de l'OTAN circulent bien. Ralite va présider à des coupes sombres dans les services sociaux et la santé.

De son côté, l'"accord de gouvernement" lie les mains des militants du PCF dans les entreprises. La CGT rivalise avec la CFDT pour assurer à Mitterrand, Delors et Cie que la "paix sociale" sera respectée.

Nous disons non à la «paix sociale» déchirez «l'accord de gouvernement» dans les entreprises

La position de Séguéy sur la semaine de 35 heures n'est pas différente de celle de Maire : les 35 heures d'ici... 1985 ! Où sont les actions combatives que Séguéy et Marchais nous ont promises ? Elles n'existent pas ! Les sommets de la CGT sont tellement déterminés à ne pas entreprendre de grève qu'ils ont même refusé d'avancer des revendications précises !

Nous disons non à la "paix sociale" — déchirez l'"accord de gouvernement" dans les entreprises ! Nous ne pouvons rien attendre d'autre de la "nouvelle majorité" que ce que nous arracherons par nos propres moyens dans les entreprises. Mais même le combat pour les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière signifie rompre avec le parlementarisme et le front populaire. Marchais va aujourd'hui plus loin que Thorez ne l'avait jamais osé : sa ligne est "il faut savoir empêcher les grèves" ! Et si les travailleurs se battent contre la politique mise en oeuvre par les ministres PC, nous serons fiers du fait que "la grève c'est l'arme des trotskystes !".

Mais pas pour l'"extrême" gauche. L'OCI a ouvertement appelé à voter Mitterrand au premier tour ; quant à la LCR, elle s'est opposée à d'éventuelles grèves contre le gouvernement, sous prétexte que cela ne servirait qu'à "faire le jeu de la droite".

Comme si le plus beau cadeau à faire aux réactionnaires n'était pas une classe ouvrière apathique et prostrée ! Rouge titre : "Le PC et le PS sont majoritaires. Les patrons doivent céder !" Poliment ?

Aujourd'hui, Krivine et Cie sont en train d'envoyer d'entrer dans les partis sociaux-démocrates, et pas seulement en France. Peut-être cherchent-ils à emboîter le pas à leur copain Régis Debray, ex-guérilliste devenu courtisan "socialiste", pour finir

Militants du PCF, défendez les acquis d'Octobre !

comme ministre "trotskyste". La LCR et le reste de l'"extrême" gauche n'ont rien à voir avec Trotsky ou avec le trotskysme. Faire passer une loi sur les 35 heures ? Dans les années 30, en face du front populaire, Trotsky avançait une perspective extraparlamentaire : comités d'action, grève générale, milices ouvrières, expropriation de la bourgeoisie. Un gouvernement ouvrier n'est pas un gouvernement PC-PS, mais ce que les bolchéviks ont mis en place en octobre 1917 !

Tout récemment, un ouvrier depuis 10 ans à Renault-Cléon, membre de la CGT, a démissionné de la LCR sur la base d'un véritable programme trotskyste :

"Arrêt immédiat des licenciements. Oui, mais il faut dire comment. Par des grèves de toute l'industrie touchée. Pour des comités de grève élus démocratiquement. Mais il est urgent aussi pour les 2 millions de chômeurs de leur donner du travail. Pour diviser le travail existant entre toutes les mains ouvrières (sans baisse de salaire), échelle mobile des heures de travail.

"SMIC à 3400 F. Oui mais il est urgent aussi pour des millions de travailleurs d'augmenter les salaires bouffés par l'inflation et de lutter contre cette inflation galopante en instaurant une échelle mobile des salaires.

(...)

"Pour mettre un terme définitif aux attaques contre les conditions de vie et de travail du prolétariat, il faut mettre un terme au chaos économique provoqué par le capitalisme, en expropriant les industries clés. "Voilà les éléments d'un programme répondant vraiment aux besoins urgents du prolétariat, un programme vraiment révolutionnaire. Comment est-il réalisable ? Certainement pas par la passivité ou en rendant 'efficace' un gouvernement Mitterrand. Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement de front populaire, si ce n'est d'être l'obstacle aux luttes ouvrières. Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire reposant sur la classe ouvrière mobilisée et organisée dans ses propres structures de pouvoir pourra mener à bien ce programme."

"Non, la victoire de Mitterrand n'est pas une 'première victoire' pour la classe ouvrière"

Le cadre parlementaire est une voie sans issue. Même sans la présence des Jobert, Dreyfus, etc., une coalition PC-PS ne permettrait rien d'autre que la répression et l'austérité capitalistes avec un vernis rose : des flics "démocratiques", l'expulsion "démocratique" des immigrés, des licenciements "démocratiques" et une force de frappe "démocratique". Ce n'est pas sur la base d'un bloc parlementaire entre ces deux serviteurs empressés du capitalisme en crise qu'un gouvernement ouvrier prêt à exproprier les capitalistes et à briser leur résistance (pas en leur demandant poliment de céder la place) verra le jour. Il faut pour cela que la classe ouvrière crée des organes de pouvoir prolétarien (des soviets) comme la base de son règne, sous la direction d'un parti d'avant-garde léniniste.

Le PCF a renoncé à toute prétention à ce rôle bien avant de rayer de son programme la dictature du prolétariat. Militants du PCF, défendez les acquis d'Octobre ! Le PCF n'est pas un endroit pour un communiste ! Si vous rompez avec les garçons de courses "communistes" de Mitterrand, si vous voulez défendre l'Union soviétique, si vous voulez construire un parti authentiquement révolutionnaire, léniniste, vous serez confrontés à la question de Trotsky, le véritable continuateur de Lénine. Trotsky qui a construit l'Armée rouge pour battre la bourgeoisie et l'intervention impérialiste. C'est nous, trotskystes, qui sommes le parti de la Révolution russe ! ■

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: BP 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

1 an (9 numéros): 30 F (France)

Hors Europe 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

